

Les Cyber-Cafés, Télécentres et Cabinas Públicas – Une alternative à l'accès individuel à l'Internet dans les pays économiquement faibles?

Uwe Afemann, Université d'Osnabrück

Avril 2001

Presque tous les écrits et études se rapportant à la télécommunication présentent les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et l'Internet comme un moyen indispensable pouvant permettre même aux pays en voie de développement d'entreprendre le saut dans l'ère de l'information et de participer parallèlement à l'éradication de la pauvreté dans le monde et au bien-être pour tous. A la dernière Conférence du G7/G8 à Okinawa au Japon aussi, les riches nations industrialisées avaient promis dans leur Charte d'Okinawa d'apporter leur assistance et des crédits aux pays du Tiers-Monde pour leur permettre de réduire le fossé digital existant entre le Sud pauvre et le Nord riche.

L'on doit convaincre les décideurs dans les pays en voie de développement qu'un investissement dans la technologie de l'information et le raccordement à l'Internet sont devenus incontournables pour garder le contact avec l'économie mondiale. Fruit d'une collaboration entre la Banque Mondiale, l'UNICEF, organisme des Nations Unies pour l'Education, les Sciences, et la Culture, l'UNCTAD, l'USAID américaine, la CRDI canadienne et plusieurs autres organismes, il existe aujourd'hui depuis environ 10 ans toutes sortes de programmes de développement tendant à permettre l'implantation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) dans les pays du Sud. Cependant, les intérêts des uns et des autres dans les riches pays industrialisés ne doivent pas être perdus de vue. En effet, ce sont avant tout les grandes entreprises multinationales qui veulent se réserver la plus grande part du gâteau avec un montant de 1,5 billions. [1]

Déjà dans les années 70, les moyens de communication comme le téléphone, la télévision avaient été introduits de façon spectaculaire pour les cours à distance et par satellites dans les pays en développement. A l'époque, on détecta rapidement les groupes sociaux qui en bénéficieraient. Ces groupes ont été identifiés de manière claire dans de nombreuses études.

- les producteurs des technologies de communication comme les compagnies téléphoniques par exemple;
- les banques, car ce furent elles qui mirent à disposition les crédits devant servir à l'acquisition des nouvelles infrastructures;
- et les élites locales dirigeantes lesquelles furent les premières à utiliser ces nouvelles technologies.

Et à maintes reprises on devait noter des effets négatifs inattendus, à savoir des déficits de bilans de paiement à cause des investissements intensifs en capitaux [2]. De nos jours, le Tiers-Monde est endetté à hauteur de 2 billions de Dollars.

Statistiques de l'Internet

Nous allons tout d'abord examiner de façon plus détaillée la manière dont les nouveaux médias et l'Internet sont utilisés de nos jours.

Environ 85,3% de tous les sites Internet se trouvent dans les états du G7 bien que ceux-ci n'hébergent que 10% de la population mondiale. D'un autre côté, les pays les plus peuplés du Tiers-monde dans les différentes régions de la terre que sont la Chine, l'Inde, le Brésil et le Nigéria ne possèdent en tout et pour tout que 0,75% de tous les sites, dont 0,62 reviennent au seul Brésil. Ces quatre pays pris ensemble représentent 40% de la population mondiale.

Dans la plupart des pays en développement, il n'existe de raccordement complet à l'Internet avec tous les services possibles que dans les capitales. En dehors des grandes villes il n'existe qu'un branchement e-mail. A l'exception de la République d'Afrique du Sud et du Sénégal, les régions rurales sont dépourvues de branchement à l'Internet. D'ailleurs le Sénégal est un candidat pour devenir un pays lowincome.

Au début de l'an 2001, environ 400 millions de personnes étaient dans le net. Cela représente environ 6,5% de la population mondiale. On peut lire dans le rapport de 1999 portant sur le développement de l'humanité que les

20% les plus riches au monde participent pour 93,3% à l'utilisation de l'Internet, tandis que les 20% des plus pauvres n'atteignent qu'une part de 0,2%.

Quels sont les préalables pour un branchement à l'Internet?

Il y a trois conditions préalables qui doivent être remplies avant qu'on ne soit en mesure de se brancher à l'Internet. On a d'abord besoin d'une ligne téléphonique, deuxièmement d'un ordinateur équipé d'un modem et enfin de courant électrique pour faire fonctionner l'ordinateur. Satisfaire en même temps à ces trois conditions relève dans le Tiers-monde plutôt de l'exception que de la règle.

Lignes téléphoniques

Examinons de plus près le nombre de lignes téléphoniques existant dans les pays en voie de développement. 80% de la population mondiale n'a pas de branchement téléphonique, et dans 49 pays il y a moins d'un téléphone pour cent habitants. Parmi ces pays 35 se trouvent en Afrique.

La densité téléphonique moyenne dans les pays en voie de développement est de 5,2 pour 100 habitants là où les pays industrialisés en arrivent à 54. Dans le Tiers-Monde, la plupart des branchements téléphoniques se trouvent dans les zones citadines. De plus, 50% des branchements disponibles en Afrique se concentrent dans les capitales bien que seulement 10% de la population globale y vivent. [3]

Par contre 90% des lignes téléphoniques se concentrent dans la seule République d'Afrique du Sud. L'objectif fixé en 1990 par l'UIT d'installer 10 lignes téléphoniques pour 1000 habitants est loin d'être devenu une réalité partout.

La plupart des hommes du Tiers-monde vivent dans des zones rurales. D'après des indications fournies par le Human Development Report datant de l'an 2000, ils représentent 61% de la population. Dans les pays les moins développés ce taux atteint même les 75,7%.

Ordinateur

Qu'en est-il de la deuxième condition préalable pour un service Internet?

Les ordinateurs de ce monde se trouvent dans le Nord. D'après des chiffres fournis par l'UIT en juillet 2000, les USA et le Canada possédaient à eux seuls déjà 40% de tous les ordinateurs en 1998, autrement dit, 33% des personnes vivant au Canada et 45,58 aux USA possédaient des ordinateurs. Les Etats du G7 réunis possèdent les deux tiers de tous les ordinateurs. En Afrique, ce sont juste 0,76% de la population qui possèdent un ordinateur, et il faut noter en passant que dans beaucoup de pays même pas une personne sur 1000 n'a accès à l'Internet. En Asie, 2,12% de la population possèdent un ordinateur, là o en Inde ce sont 0,27%. [4]

Courant électrique

La troisième condition est l'existence de courant. Dans le Tiers-monde, c'est un obstacle souvent infranchissable. Ce qui est caractéristique pour beaucoup de pays en développement, c'est l'absence d'une alimentation stable en courant électrique, les coupures répétées de courant dans les grandes villes et l'absence totale d'électricité à la campagne. A la mi-juillet 2000, le courant a été coupé au Kenya pendant tout un week-end dans tout le pays. [5]. Une personne sur trois au monde doit vivre sans électricité [6]. En Afrique, 70% de la population vit dans les zones rurales sans aucun accès à l'électricité [7]. Et sur le sous-continent indien, plus de la moitié des maisons sont sans courant. A Bihar et au Bengale occidental, seulement 15 maisons sur cent sont raccordées à l'électricité. [8]

Technique alternative

A la place du téléphone, il est possible de se brancher sur l'Internet par le biais du câble électrique. Siemens lors de la dernière foire d'informatique «Cebit» de Hanovre 1999 a entre autres, présenté les résultats prometteurs d'essais. Cependant Siemens a déclaré son retrait de cette branche pour la Cebit 2001. Avant de profiter du

powerline, il faudrait d'abord qu'il y ait des câbles. Les inconvénients notés jusqu'à aujourd'hui sont entre autres des perturbations du service radiophonique.

En Afrique, il existe dans la Région des Grands Lacs déjà l'utilisation d'ondes à haute fréquence pour la transmission de l'Internet. Début 1998, l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, la FAO avait déjà usé de cette technique. Cette technique est également utilisée dans la Corne de l'Afrique, en Angola et au Mozambique. Là il est surtout fait usage de e-mail. (Deep Field Mailing System). Un autre utilisateur est l'OXFAM [9].

A Goma au Congo, la société Bushnet propose ses services qui consistent à envoyer des lettres par e-mail à l'aide de modems à haute fréquence à Kampala en Ouganda, d'où elles sont redistribuées dans le monde entier. Cependant les frais d'envois sont encore extrêmement élevés et se situent entre 2 et 3 dollars pour une page format DIN A4.[10]

Les fibres de verre et les satellites sont d'autres alternatives. A ce sujet, il faut noter que le projet Iridium a été arrêté pour cause de faillite de la société. L'état actuel de l'Iridium reste indéterminé. Il y avait trop peu de personnes intéressées pour des prix élevés. L'Iridium voulait entre autres relier l'Afrique à l'Internet par satellite. [11]

Parallèlement aux techniques plus récentes, il est cependant encore fait usage du Fidonet originel. Il s'agit là d'un système simple servant au courrier électronique avec de vieux ordinateurs DOS. Le HealthNet a entre autres des points d'accès téléphonique à Dar Es Salam en Tanzanie. Les coûts s'élèvent à 60\$ pour 5 heures d'utilisation.

80% de la poste télé médicale mondiale est convoyée par le biais de réseaux de Store-and-forward-messaging. [12]

Les Coûts

A côté du manque d'infrastructures, les coûts représentent un autre obstacle pour l'accès à l'Internet. A ce niveau, il faut faire la distinction entre hardware, software, les redevances Internet et les redevances téléphoniques.

La hardware et la software pour ordinateurs et les composants électroniques viennent du Nord et doivent donc être achetés pour des devises fortes. Et même lorsque l'équipement de base est assuré par des dons venant des pays industrialisés, l'acquisition de pièces de rechange se révèle être un problème presque insurmontable. Soit elles sont hors de prix soit elles ne sont plus disponibles sur le marché à cause de la vitesse vertigineuse avec laquelle se développe la technique. [13]

Tout comme pour les coûts de hardware et de software, les redevances Internet elles aussi doivent être acquittées. Là aussi les redevances mensuelles sont hors de prix pour la plupart des personnes vivant dans le Tiers-monde. Au Pérou, ces frais s'élèvent à environ 18 Dollars, en Inde à 35 Dollars et la redevance moyenne s'élève en Afrique à 58 Dollars.

Un bon indicateur pour évaluer le coût d'une ligne téléphonique se trouve être les coûts exprimés en termes de Produit National Brut par habitant. Dans l'Afrique au sud du Sahara ceux-ci représentent 20%, la moyenne mondiale s'élève à 9% et dans les pays industrialisés seulement 1% [14].

Cybercafés, télécentres

Il existe le danger de ne voir que la partie des couches qui gagnent mieux profiter de ces nouvelles technologies. Elles ont une formation plus avancée et préfèrent les options modernes aux traditionnelles. Au cas où les macroéléments qui déterminent ces inégalités sociales ne sont pas pris en compte, on risque d'assister au creusement de nouveaux fossés entre les nantis et les démunis par l'introduction des nouveaux médias de communication.

C'est pour cette raison que dans beaucoup de pays en développement, on est en train de passer à l'utilisation collective et non plus individuelle des branchements Internet. C'est ainsi que furent créés dans beaucoup de pays des Cybercafés, des télécentres ou Cabinas Públicas. Beaucoup voient là une chance pour les plus pauvres

d'avoir un accès à l'Internet. Le Secrétaire Général de l'ONU y voit lui aussi pour la plupart des pauvres l'unique alternative praticable à l'accès individuel prédominant dans les pays industrialisés. [15]

Cependant l'Institut Panos de Londres prévient devant une trop grande euphorie. "De même que pour presque tout développement en matière d'Internet, il est trop tôt pour porter un jugement sur les télécentres. En effet, il n'y a presque pas d'indices montrant que les télécentres peuvent être étendus à des régions où il ne peuvent même pas supporter les charges courantes; dans les pays en développement il s'agit uniquement des riches régions citadines "[16]

Même pour permettre une utilisation commune de l'accès à l'Internet, il faut que les infrastructures adéquates comme le téléphone et le courant électrique soient disponibles. Mais dans le Tiers-monde cela n'est pas le cas pour beaucoup de quartiers périphériques, autrement dit les slums, ainsi que pour la campagne.

Dans un rapport relatif à l'accès universel au développement des campagnes, Johann Erberg de l'Union Internationale des Télécommunications mentionne les coûts nécessaires à la création d'une ligne téléphonique et les différentes rentrées d'argent. D'après lui, une ligne téléphonique ne devient rentable pour un exploitant que lorsqu'elle rapporte au moins 300 à 400 Dollars par an. Et ceci à la condition que les coûts de capital ne dépassent pas 1000 Dollars [17]. Les rentrés d'argent escomptées se situent ainsi à peu près au même niveau que la moyenne du PNB dans les pays dits "low-income countries" qui d'après les données fournies par le rapport sur le développement mondial 2000/2001 tourne autour de 410 Dollars. En fait la situation est encore bien pire car, d'une part, dans ces pays les coûts de capital par branchement téléphonique sont bien plus élevés et d'autre part, dans les campagnes le revenu moyen se situe en deçà du revenu moyen national.

C'est la raison pour laquelle le fait de créer pour ces populations des accès collectifs dans un éloignement raisonnable -sur les plans temporel et local- paraît être un objectif raisonnable.

Etant donné qu'en règle générale les compagnies téléphoniques trouvent rarement un intérêt à élargir le réseau dans ces conditions dans des régions faiblement structurés sur le plan économique, il faut que l'État exerce une pression correspondante. Il faudrait entre autres faire du développement des campagnes un préalable à toute privatisation en cours.

Une autre solution consisterait en subventions ou en co-financement de la téléphonie rurale par des redevances payées par les utilisateurs citadins.

Enfin reste encore comme alternative l'utilisation de la radiocommunication pour la communication de données.. Mike Jensen d'Afrique du Sud considère que pour l'Afrique cette technique doit être choisie prioritairement.

En dehors de la ligne téléphonique, il est indispensable d'avoir du courant électrique.. Là aussi, les exploitants d'électricité devraient être amenés par des mesures juridiques et de politique fiscale à étendre leur réseau. Par exemple, l'installation de télécentres dans la campagne aux Etats-Unis a été rendue possible par son intégration dans un programme d'électrification. L'électrification à elle seule serait déjà une contribution importante à l'amélioration de la situation économique dans les régions rurales des pays en développement.

Dans ce secteur, il existe encore toute une série d'alternatives. D'un côté, on peut utiliser l'énergie solaire dans les régions ensoleillées et, le soir et durant les périodes couvertes, le courant stocké dans les batteries. Un exemple du Surinam montre cependant qu'il n'est possible de brancher qu'un nombre très limité d'ordinateurs. D'un autre côté, on peut produire du courant à partir de groupes électrogènes fonctionnant au Diesel. Mais ce n'est sûrement pas la meilleure solution.

En dehors du courant électrique et de la ligne servant à transmettre les données, que ce soit par le biais du câble téléphonique ou par radiocommunication, il faut pour se connecter à l'Internet un Internet Service Provider (ISP) un fournisseur de service Internet, si possible à proximité afin d'éviter de payer des redevances trop élevées pour les communications internationales. Souvent, les exploitants du téléphone sont en même temps les ISP et n'ont pas intérêt à voir s'installer une concurrence avec les télécentres. C'est pourquoi là aussi il faut créer des stimulants ou le cas échéant exercer des pressions pour amener les ISP à proposer leurs services dans les régions rurales. La RCP péruvienne a dû attendre un an et porter l'affaire en justice pour que la Télécom espagnole se déclare prête à procéder à des branchements en dehors de la capitale Lima.

Les Cybercafés

Une forme de l'utilisation commune de l'Internet se trouve être celle qui passe par le biais des nombreux Cybercafés nés dans beaucoup de pays en développement. Ils sont gérés de manière commerciale et se trouvent pour la plupart dans les grandes villes. Ils proposent l'utilisation de l'ordinateur entre autres pour le traitement de texte, mais aussi pour les services Internet tels que surfer sur le world wide web ou se servir de l'e-mail. Ils s'adressent avant tout à des touristes, à des hommes d'affaires et à d'autres personnes ayant des revenus suffisants. La plupart du temps, il s'agit de petits commerces avec environ dix ordinateurs et un branchement de 128k. Les Cybercafés ne revendiquent pas un quelconque rôle dans la politique de développement. Leurs utilisateurs savent déjà manipuler un ordinateur et ne sont pas des analphabètes. D'après des études faites au Pérou dans le quartier huppé de Miraflores les utilisateurs sont répartis comme suit : 60% de personnes pour la distraction ou l'amusement, 30% de personnes pour la communication et pour des intérêts commerciaux et 10% pour se procurer des informations. La même étude en arrive à la conclusion que 50% des utilisateurs visitent une fois par semaine un Cyber-Café, 30% y viennent deux fois et 20% trois ou plusieurs fois.

De nos jours, il n'existe que peu d'études relatives à l'utilisation des télécentres. Le Pérou a été un des premiers pays du Tiers-Monde à ouvrir des Cabinas públicas, ce qui fait que c'est ici qu'on trouve la plupart des données statistiques. Environ les trois quarts de tous les utilisateurs sont des élèves ou des étudiants dont la forte majorité habite chez leurs parents. L'âge moyen de ce groupe est de 22,7 ans. Par contre l'âge moyen de la population adulte est de 35,9 ans. Vu le nombre élevé d'élèves et d'étudiants, il n'est pas étonnant de constater que 83,3% des utilisateurs sont des célibataires. Même en faisant abstraction de ce groupe d'élèves et d'étudiants, on en arrive quand même à un taux de 60% de célibataires. Parmi les non-étudiants 26,6% sont des médecins, des avocats ou des ingénieurs. Ceux-ci viennent des couches qui gagnent le mieux. De la même manière qu'en Afrique, les utilisateurs de l'Internet au Pérou sont très instruits. 62,5% ont une formation allant au-delà de la formation secondaire. Pour mieux illustrer ces propos, comparons la part que représente ce groupe par rapport à la population globale du pays. Il est de l'ordre de 19,5%. Au Pérou 8,1 des adultes n'ont pas reçu de formation scolaire. Cependant, ils ne représentent que 0,2% des utilisateurs de télécentres de toutes catégories.

Une autre donnée importante, qui devrait avant tout intéresser l'Afrique est le fait que 99% des utilisateurs déclarent l'espagnol comme étant leur langue maternelle. Cependant le pourcentage de la population ne parlant pas espagnol ne se situe pas à un pour cent mais bien à 20%. Le pourcentage bas des utilisateurs ne parlant pas l'espagnol doit sûrement être imputé à l'absence d'informations en langues indiennes dans l'Internet.

J'aimerais mentionner un autre détail intéressant émanant de l'étude de la BID. Un quart des utilisateurs de Cafés-Internet s'en servent surtout pour communiquer avec des parents. Presque tous ces parents vivent à l'étranger, principalement aux USA.

Où se trouvent en fait les télécentres à Lima, la capitale du Pérou?

Ce qu'il faut avant tout savoir, c'est que Lima abrite environ 8 millions de personnes, ce qui représente un tiers de la population péruvienne. Une étude de l'UIT datant de début 2001 nous fournit des renseignements à ce sujet. Au moins 37% des télécentres se trouvent dans les quartiers aisés, mais ici ne vivent que 18% de la population. C'est dans ces quartiers-là que viennent les touristes étrangers. 26% des télécentres se trouvent dans des quartiers où vivent des personnes avec des revenus moyens ; ici vivent environ un tiers de la population. Enfin, on retrouve 22% des télécentres dans les quartiers des pauvres qui représentent environ la moitié de la population. Ces chiffres sont faussés par le fait que 9% des télécentres de Lima se trouvent dans le quartier Cercado de Lima, quartier qui fait partie du centre historique et attire beaucoup de touristes. Les pourcentages manquant ne peuvent pas être attribués de façon claire.

La lacune de cette étude pour la BID réside dans le fait qu'elle n'a réussi à pénétrer qu'un seul télécentre à la campagne. A part pour le Pérou il n'y a pas eu d'autre étude scientifique poussée.

Les redevances d'utilisation par heure dans les Cafés-Internet tournent en Amérique Latine et en Afrique autour de 5 Dollars l'heure. Au Pérou et au Panama les prix sont bien en deçà et tournent autour de 1,5 Dollar. Ces derniers temps, les prix ont encore subi une chute vertigineuse, et ce en raison de la forte concurrence. Il devrait y avoir actuellement 1000 télécentres. Les prix bas ont eu pour effet que presque aucun d'eux n'arrive à travailler de façon rentable. Les frais d'exploitation d'un Cybercafé à Lima se situent aux alentours de 1000 Dollars par mois. Y sont inclus 200 Dollar pour les coûts salariaux. Les frais d'exploitation peuvent être maintenus relativement bas

par l'utilisation de logiciels copiés illégalement.

En marge, une donnée intéressante nous apprend qu'il n'existe pratiquement pas de Cybercafés dans des villes hébergeant des millions d'habitants comme Sao Paulo et Santiago du Chili.

Les télécentres

A part les Cybercafés il existe d'autres formes d'utilisation collective des nouveaux médias de communication. La forme la plus simple est ce qu'on pourrait appeler les télécentres. Au Sénégal sont ainsi nés 7 000 télécentres de ce type et la création de 10 000 nouveaux emplois. [18] Ces télécentres sont gérées par des privés en franchise de la Sonatel. Les recettes moyennes d'un montant de 5544 \$ sont retournées pour 40% au franchisé. Jusqu'à présent, ces télécentres se trouvent pour la plupart dans les centres urbains, mais bientôt 2 000 villages et villes seront reliés entre eux par câble en fibre de verre.

Un phénomène pareil s'est également produit dans l'Etat fédéral indien du Penjab. Ici, ce sont 10 200 portails-téléphone et un nombre équivalent de nouveaux emplois dont un quart pour les femmes qui ont été créés jusqu'à 1996. Cependant, sur les recettes annuelles qui s'élèvent à 9 267 \$ par boutique seuls 30% sont retournés aux cessionnaires privés. [19]

Dans les deux cas ces télécentres offrent avant tout un branchement au téléphone et au fax. L'Internet n'y est pas encore devenu un besoin.

L'exemple du Bangladesh est lui aussi connu où la Graham Telecom louait des portables à des femmes, lesquelles les relouaient à leur tour pour de l'argent. Il est à noter que ce projet se limite à des zones immédiatement à la périphérie de Dhaka.

Pour des zones urbaines et semi-urbaines avec une forte densité de population, les initiatives prises en matière de télécentres se sont révélées durables. Cependant ce n'est pas toute ouverture de télécentre qui est couronnée de succès.

En ce qui concerne la République sud-africaine, on dispose d'expériences dénombrant la survie de modèles de franchising étatique. Ici existent ce qu'on appelle des mini-modèles avec quelques rares ordinateurs et des modèles standard qui sont quelque peu mieux équipés. Des 9 mini-modèles assistés seuls 4 à 5 ont pu survivre, et des 63 télécentres standard sponsorisés seuls 24 ont pu survivre. Si on considère l'étude de l'UIT, on remarque que seuls 2 d'entre eux ont pu continuer à travailler en s'autofinçant, 8 autres « s'en tirent tout juste » pour ainsi dire, et le reste ne vit que grâce aux subventions de l'Etat.

La commission latino-américaine d'experts de la Banco Interamericano de Desarrollo recommande de ce fait de confier le financement de modèles de franchising commercial au secteur privé.

Il est difficile de porter un jugement sur les impacts sur la vie économique et sociale étant donné que jusqu'à présent il n'y a pas de données empiriques. Au plus y aurait-il des annonces de succès anecdotiques. Ce qui est cependant indéniable, c'est que des emplois ont été créés.

Télécentres collectifs à usage multiple

La Mercedes des télécentres est un télécentre collectif à usage multiple, le Multipurpose Community Telecenter (MCT). Cette forme de télécentre fait plus que proposer des services de télécommunication comme le téléphone, le fax et un branchement Internet. S'y ajoutent en effet des cycles de formation pour les clients et le traitement de contenus avec des connotations locales. Surtout l'UIT à travers son Buenos-Aires Plan Programm N° 9 de 1994 et le Valette action Plan Programm N° 3 mise sur l'érection de tels télécentres qui portent des noms divers par le monde. [20]

L'objectif de ces plans est de créer des modèles durables et renouvelables pour la propagation des services de télécommunication et d'information surtout pour les personnes vivant dans les zones rurales ou isolées. C'est à cet effet que des projets-pilote doivent voir le jour. Cinq de ces projets sont basés en Afrique au Bénin, au Mali, au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda., trois autres en Asie, à savoir au Bhutan, en Inde et au Vietnam et deux en Amérique Latine au Honduras et au

Surinam. D'autres partenaires internationaux de tels MCT sont le CRDI du Canada, l'UNESCO, la DANIDA norvégienne, la SIDA suédoise, l'ACDI canadienne et le British Council. Le PNUD soutient également ces initiatives avec un projet à Trinidad et des MCT urbains en Egypte. L'USAID des USA est active au Ghana et l'IRDC aux Philippines en collaboration avec l'ACDI. La liste est loin d'être exhaustive [21]. Une liste de projets de télécentres en Amérique latine se trouve sur la page web de l'organisation [Somos@telecentros](http://www.tele-centros.org/). (<http://www.tele-centros.org/>)

Quelques télécentres ainsi que quelques Cybercafés proposent leurs services pour imprimer des documents. Cependant les utilisateurs péruviens n'usent de cette possibilité que dans une proportion de 14%. L'impression. En effet, l'impression de pages isolées revient trop chère. Cela revient moins cher de se procurer une copie pirate au centre de Lima.

Jusqu'à nos jours les télécentres à usage multiple érigés par des organisations internationales comme l'UIT, UNESCO, la BID et le CRDI n'ont pas réussi à survivre avec leurs propres moyens.

Outre les télécentres stationnaires il y a aussi de plus en plus des stations mobiles tel le Cyberbus en Malaisie et la Mobile Rural Infobank au Ghana ou encore les Mobil Community Telecenter au Nigéria

Premières expériences

Les expériences accumulées dans les pays développés et celles accumulées lors des phases de démarrage de telles initiatives dans les pays en développement donnent certaines indications sur ce qu'il faut faire pour réussir et ce qui mène à un échec certain.

Le premier résultat est qu'il n'est pas possible d'exploiter durablement des télécentres dans des régions rurales avec une densité faible ou dans des régions sans Petites et Moyennes Entreprises. Ils nécessitent un soutien financier ininterrompu du dehors.

En Europe 70% de tous les projets-pilote ont échoué et à Mexico-City seuls 3 télécentres sur 7 ont survécu à la première année. Hors de Mexico-City le nombre de télécentres qui ont fait faillite est encore plus grand. Ici, c'est 3 initiatives sur 16 qui ont échoué. Ce n'est que si l'Etat se déclare prêt à octroyer un soutien financier permanent que le nombre de télécentres appelés à survivre pourra être augmenté.

Des télécentres fonctionnant avec un taux élevé d'argent sponsorisé et distants de leurs sponsors sur le plan géographique sont moins durables que des petits projets avec la participation des populations concernées.

Les télécentres doivent être réalisés dans des environnements « neutres » de façon à faciliter l'accès aux femmes aussi.

Des centres orientés sur la demande sont plus couronnés de succès que les télécentres orientés sur l'offre.

Une chose importante paraît être la participation de l'économie privée. En effet, des expériences venant des pays développés montrent que les télécentres ferment au bout de deux ou trois ans au cas où le soutien financier n'est pas apporté par les sponsors. [22]

Comment peut-on promouvoir les initiatives de création de télécentres ?

Dans les zones rurales du Tiers-Monde où il n'y a pas de téléphone et où beaucoup de gens sont analphabètes, il n'existe pratiquement pas de demande de technologies d'information. D'une part, les gens n'ont qu'un faible revenu et ne peuvent pas honorer des frais de téléphone et d'un autre côté, ils n'ont aucune idée des avantages que pourraient leur rapporter les nouvelles technologies de la communication. Mais cela ne signifie nullement qu'il n'existe pas tout de même un besoin en moyens de communication.

C'est pourquoi il faut, lors de la phase de création d'un télécentre, que les futurs clients se familiarisent avec les équipements et les possibilités qu'offre le centre dans une phase d'initiation. Ils doivent apprendre le rôle que ces moyens pourraient jouer dans leur vie. Ce faisant, il est important de veiller à ce que cela se fasse avec des contenus et des références locaux et dans la langue locale. D'après l'expérience acquise, le téléphone, les

services de réseaux et l'Internet ne suscitent aucun intérêt durant la première année. Ce qui est demandé, ce sont avant tout des services de photocopie et l'initiation à l'ordinateur.

En second lieu les clients doivent apprendre à manipuler les informations nouvellement acquises et à commencer par trouver des informations. En termes clairs cela veut dire qu'ils doivent être formés.

Avec les nouveaux médias apparaissent surtout pour les habitants des zones rurales du Tiers-Monde des problèmes particuliers. Ils sont habitués à régler les problèmes d'après leur intuition et à l'aide de méthodes traditionnelles qui sont léguées de génération en génération par l'oralité.

Le troisième pas consiste à obtenir une plus-value par le biais des nouvelles. L'accès à l'Internet ne permet d'en tirer profit qu'aux personnes possédant déjà des connaissances et des aptitudes pour l'utilisation de ce média.

Les télécentres ne doivent donc pas être confondus avec l'accès à l'Internet. Ils représentent une possibilité de propagation des connaissances et des outils de la société de l'Information.

Ce qui est surtout important dans un télécentre ce sont avant tout les personnes concernées. Si les exploitants viennent de la communauté soit de manière individuelle soit en coopérative, ils auront plus d'intérêt à la réussite du centre. En outre, les responsables, qui devraient avoir été formés au préalable, doivent mettre les clients en condition de manipuler les ordinateurs et les informations. Ils doivent assurer l'encadrement informel, l'assistance technique et soutenir le transfert de connaissances. Dans ce sens il est important de suivre une formation continuée car,

après un certain laps de temps, les clients auront atteint le même degré de savoir que les exploitants, mais avec d'autres exigences que celles qu'ils avaient dans la phase initiale.

Quelles mesures financières doivent être prises ?

En tout premier lieu, il faut d'abord se procurer des fonds devant servir à l'installation des appareils, à la formation initiale, à la rémunération du personnel et aux dépenses courantes. A ce niveau, il faut trouver des sponsors, décrocher des crédits à un taux d'intérêt intéressant et chercher des partenaires commerciaux. Il faut également veiller à se créer une clientèle de base. A cet effet, les actions publicitaires sont nécessaires. Un rapport de la National Cooperative Association des USA relatif aux mesures à prendre et à la politique à mettre en œuvre situe les investissements de départ entre 4 000 et 10 000 Dollars. De simples télécentres nécessitent d'après cette même étude 3 000 à 10 000 Dollars. Les dépenses courantes sont évaluées entre 35 000 et 75 000 Dollars.

Les recettes dépendent de beaucoup de facteurs entre autres des ressources des clients à satisfaire et du taux d'analphabétisme. Dans une phase initiale, les prix doivent être fixés le plus bas possible de façon à gagner le marché. Tout le monde est prêt à déboursier de l'argent pour se procurer des informations à condition qu'il escompte en tirer profit.

Ce vers quoi il faudrait tendre dans tous les cas, c'est la création d'une entreprise sans soutien financier de l'extérieur. Normalement il n'y a plus de subventions au bout d'une période allant d'un à trois ans.

La RCP péruvienne a fait ses débuts sans aucune forme de subvention. Cependant elle a entre-temps contracté tellement d'obligations qu'une intervention du U.S.-Fonds Westphère d'un montant de 25 – 50 millions de Dollars devint indispensable [23]. Cependant Westphère a entre-temps retiré ses promesses financières. Actuellement, la RCP exploite 30 Cabinas públicas. 470 Cabinas públicas furent installées avec le soutien de la RCP comme modèle de franchise.

Par contre le projet Nakaseke en Ouganda [24] se trouve tout à l'opposé. Ce dernier a été sponsorisé par l'UNESCO, l'UIT et le CRDI. On parle d'un investissement de

500 000 Dollars. Nakaseke est une ville située à 60 km de Kampala et qui a gravement dévastée par la guerre civile. Le projet a débuté au printemps 1998. Ici on parle Anglais et Luganda. Actuellement, il est possible de consulter des pages web en Luganda [25]. Jusqu'à il y a un an, il n'y avait que le service téléphonique. L'objectif

est de stimuler le développement rural par une main-mise sur l'information et d'améliorer les soins médicaux par la télé-médecine. [26]

Répercussions

Quelles répercussions sociales et économiques ont les télécentres sur la communauté ? Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas grand chose à dire étant donné qu'il n'y a pas d'études relatives à ce sujet. Pour exemple, les pages web de l'UIT ne contiennent comme informations sur les différents projets que des données relatives à la phase initiale. On cherchera en vain une quelconque évaluation. Les pages sont encore à l'état d'octobre 1998

Une étude plus récente pour la Banco Interamericano de Desarrollo datant de début 2001 constate que les répercussions des télécentres sur la situation de pauvreté ne sont pas très profondes et sont presque imperceptibles. Les raisons pour cet état de fait sont les revenus faibles des pauvres –ils ne sont même pas en mesure de payer des redevances très basses- et les faibles formations scolaire et professionnelle. Des analphabètes et des personnes qui ne connaissent pas les livres ou qui n'ont jamais fait une quelconque recherche dans une bibliothèque pour trouver des informations ne peuvent que difficilement être motivés à aller chercher des informations sur l'Internet. Il ne peut pas y avoir une culture de la lecture et de la recherche là où n'arrivent ni journaux ni magazines.

Il serait important d'étudier les situations sociale et économique avant le début d'une étude, de l'observer pendant le déroulement du projet et de procéder à des changements après une certaine période. Par ailleurs, une étude comparative avec une communauté semblable sans télécentre durant la même période peut donner des indications sur les répercussions. Malheureusement, celle-ci n'existe pas encore de telle sorte que, beaucoup d'attentes et d'espoirs ne restent que pure spéculation lors du démarrage d'un projet ou lors de sa conception.

Ce qui manque, ce sont des recherches sur les répercussions indirectes comme la création d'emplois, les améliorations apportées à la production, l'amélioration des conditions sanitaires, l'amélioration de l'état de la formation etc.

Les études portant sur les télécentres au Pérou et au Brésil sont plus axées sur l'âge des utilisateurs, leur sexe, leur niveau de formation, leur emploi, leurs revenus ainsi que sur l'utilisation comme par exemple : quels services sont utilisés pour quel but.

Littérature

***Ricardo Gómez, Patrick Hunt, Emmanuelle Lamoureux: Focus on Telecentres : How can they contribute to social development ?**, Chasqui – Latin American Review of Communication, juin 1999, online : <http://www.idrc.ca/pan/chasqui.htm>, trouvé le 26.4.2000

***Mike Jensen : Access to ICTs in Rural Areas – The African Telecentre Experience**, janvier 2000, online : <http://www.agricta.org/afagrict-1/telecenters.htm> trouvé le 26.4.2000

***Anne Whyte : Telecentre Research Framework for Acacia, IRDC Study/Acacia initiative, Canada, juin 1998**, online : <http://www.irdc.ca/acacia/04066/index.html> trouvé le 26.4.2000

***Richard P. Fuchs : Little engines that did, Case Historied from the Global Telecentre Movement, IRDC, Canada, juin 1998**

National Telephone Corporation Association : Initial Lessons Learned About Private Sector Participation in Telecentre Development, A Guide for Policy Makers in Developing Appropriate Regulatory Frameworks, page 4, Arlington, Virginia / USA, 2000

[1] L'Internet : le troisième plus grand marché mondial, heise online news, 31.01.2000

- [2] J:H: CLIPPINGER : Who gains by communication development? Studies of information technologies in developing countries, Working paper 76-1, Cambridge, Harvard University, janv. 1976
- [3] Mike Jensen : The status of African Information Infrastructure, Addis Abéba, Ethiopie, du 28 juin au 2 juillet 1999, online : <http://www.un.org/Depts/eca/adf/codipap1.htm>, (visité le 25 juillet 2000)
- [4] Internet indicators, UTI, Genève, Suisse, 10.07.2000
- [5] More power cuts likely in Kenya, BBC News, 24 juillet 2000
- [6] Panos Briefing N° 28, The Internet and Poverty : Real help or real hyphe? Londres, Avril 1998, online : <http://www.oneworld.org/panos/briefing/interpov.htm>, site visité la dernière fois le 25 juillet 2000
- [7] Mike Jensen : E-Commerce in Africa; Nairobi, Kenya, 7-8 octobre 1999 online : <http://www.unctad.org/ecommerce/nairobi/background2.pdf>, (site visité la dernière fois le 25 juillet 2000)
- [8] Mahesh Uniyal : Poor Really are poor in India, InterPress Service, 8 décembre 1996
- [9] Daniel Stern : High Frequenzy e-mail at work in the Great Lake region, UN World Food Project, à l'e-mail de David Lush : Internet services via HF radio, 26 janvier1999, GK97
- [10] In Congo, the Net Precedes Phone, Reuters, 25 janvier 1999
- [11] Patricia Fernández de Lis : Las deudas clavan a Iridium en la tierrea El Pais (Espagne) 23.08.99
- [12] Madanmohan Rao : L'e-mail se révèle être la composante la plus appropriée à l'infrastructure télé médicale
- [13] Statement by Dr. Abdulmejed Hussen, ministre du Transport et de la Communication d'Ethiopie à la conférence "Global Connectivity for Africa" le 2 juin 1998 à Addis-Abéba
- [14] UTI : Challenges to the Network : Internet for development, Executive summary, page 6, Genève, Suisse, octobre 1999
- [15] Secrétariat Général de l'ONU : Development and international cooperation in the twenty-first century : the role of information technology in the context of a knowledge-based global economy, New-York 16 mai 2000, page 15
- [16] Panos Briefing N° 28, avril 1998, The Internet and Poverty : Real help or real hype?
- [17] Johann Ernberg : "Universal access for rural development, from action to strategies" exposé à la "First International Conference on Rural Telecommunications" in Washington D.C., du 30 novembre au 2 décembre 1999
- [18] Economic Commission for Africa : « Strengthening Africa's Information Infrastructure », chapitre 3.2.1, African Development Forum 1999, online : <http://www.bellanet.org/partners/aisi/adf99docs/infrastructure.htm>, site trouvé le 9 juin 1999
- [19] Johann Ernberg : « Universal access for rural development, from action to strategies » , exposé à la « First International Conference on rural Telecommunications » à Washington D.C. du 30 novembre 1998 au 2 décembre 1999
- [20] Brief description of ITU's Buenos Aires Action Plan Programme N° 9 & 12 (Valette Action Plan Programme 3), online : <http://www.itu.int/ITU-D-UniversalAccess/pilots/pilotdetails.htm>, trouvé 8.9.00
- [21] Johann Ernberg : « Universal access for rural development, from action to strategies » , exposé à la « First International Conference on rural Telecommunications » à Washington D.C. du 30 novembre 1998 au 2 décembre 1999

[22] National Telephone Corporation Association : Initial Lessons Learned About Private Sector Participation in Telecentre Development, A Guide for Policy Makers in Developing Appropriate Regulatory Frameworks, page 4, Arlington, Virginia / USA, 2000

[23] National Telephone Corporation Association : Initial Lessons Learned About Private Sector Participation in Telecentre Development, A Guide for Policy Makers in Developing Appropriate Regulatory Frameworks, page 4, Arlington, Virginia / USA, 2000

[24] <http://www.nakaseke.or.ug/index.html>

[25] http://www.nakaseke.or.ug/html/luganda_version.html

[26] Richard Fuchs et Meddie Mayanja : Multi-purpose Community Telecentre, Nakaseke Ougande, dans : Initial Lessons Learned About Private Sector Participation in Telecentre Development, A Guide for Policy Makers in Developing Appropriate Regulatory Frameworks, page 60 – 80, éditeur : National Telephone Corporation Association , Arlington, Virginia / USA, 2000